ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 2 juin 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent portant "règlement du Comité de la Cote de la Bourse de Gand", a donné en sa séance du 21 juin 1950 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 2e Juni 1950 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent "houdende reglement van het Noteringscomité bij de Fondsen- en Wisselbeurs te Gent", heeft ter zitting van 21 Juni 1950 het volgend advies gegeven :

A la demande du Gouvernement, le mot "greffe" employé aux articles 15 et 16 du projet a été remplacé par le mot "secrétariat".

\+

\+ +

A l'article 24, alinéa 2, le mot "etc." doit être supprimé. Si les sociétés sont tenues de fournir à la Commission de la bourse d'autres renseignements, il convient de les préciser.

\+

\+ +

Pour le surplus, le projet n'appelle que des modifications de forme qui sont contenues dans le texte proposé ci-après :

ARRETE DU REGENT PORTANT REGLEMENT DU COMITE DE LA COTE DE LA BOURSE DE CHANGE ET DE FONDS PUBLICS DE GAND.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu le Livre 1er, Titre V, chapitre II, section II, § V,du Code de Commerce, et notamment les articles 101 et 102;

./....

Vu l'arrêté du Régent modifiant les règlements des bourses de fonds publics et de change et des comités de la cote des bourses de Bruxelles et d'Anvers, et notamment l'article 1er;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le nombre des membres effectifs du Comité de la cote de la bourse de fonds publics et de change de Gand est fixé à six. Il peut, en outre, être nommé un ou plusieurs suppléants.

Articles 2, 3, 4 et 5. - ..... (texte du projet du Gouvernement) .....

Article 6.-

Les assemblées du Comité de la cote sont convoquées par le président.

A la demande écrite de trois membres, le président est tenu de convoquer une assemblée dans les huit jours.

Les convocations contiennent l'ordre du jour et sont remises ou envoyées à tous les membres du Comité au moins 24 heures avant l'assemblée.

Article 7.-

Le Commissaire du Gouvernement est avisé par écrit de toutes les réunions du Comité de la cote.

Article 8.-

Les demandes d'admission à la cote officielle de titres de sociétés belges ou étrangères doivent être adressées par écrit au Comité de la cote, accompagnées des documents suivants :

1° les statuts de la société;
2° un spécimen des titres;
3° l'annexe du Moniteur belge contenant la notice dont la publication est prescrite par les articles 40, 87 et 199 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales;
4° les annexes du Moniteur belge contenant les deux derniers bilans et les deux derniers comptes des profits et pertes;
5° et 6° .....(texte du projet du Gouvernement).....

Article 9.-

Le Comité examine tous les éléments qui permettent d'apprécier l'opportunité de l'admission à la cote ou de la radiation.

Pour que les titres d'une société puissent être admis à la cote, il faut :

1° que le fonds social, capital et réserves, soit de dix millions au moins;
2° que la société ait publié les bilans et les comptes de profits et pertes de deux exercices de douze mois au moins;
3° que les actions soient au porteur et entièrement libérées.

Il doit être justifié de l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 36, 40, 47, 84, 87 et 199 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Toute société conserve l'entière responsabilité de l'inobservation de ces prescriptions.

Articles 10 et 11.- ..... (texte du projet du Gouvernement).....

Article 12.-

Toute société qui remet un dossier à l'examen du Comité de la cote est tenue de verser préalablement au trésorier de cet organisme une somme forfaitaire de deux mille francs. Cette somme est réduite à mille francs, si la demande émane d'une société dont le fonds social, capital et réserves, ne dépasse pas vingt millions de francs.

Article 13.-

Le président est chargé de la répartition des dossiers. Hormis le cas de récusation pour des motifs plausibles, les dossiers sont répartis par tirage au sort entre les membres du Comité, en tenant compte de l'ordre alphabétique de leurs noms et du nombre de dossiers à distribuer.

Article 14.-

Lorsque le rapporteur constate qu'un dossier ne contient pas tous les documents requis en vue de l'admission, il en avise le président, lequel en informe la société.

Article 15.-

Les duplicata des dossiers remis aux rapporteurs sont déposés au secrétariat du Comité de la cote, où ils peuvent être consultés par les membres du Comité.

Article 16.-

Sur décision du président ou à la demande d'un membre du Comité, le secrétariat délivre aux membres qui le désirent, 24 heures avant la discussion d'un rapport, copie de celui-ci.

Les rapports ainsi communiqués aux fins d'examen doivent être restitués au secrétariat aussitôt après la décision du Comité.

Articles 17 et 18.- .....(texte du projet du Gouvernement) .....

Article 19.-

Lorsque le Comité de la cote est saisi d'une demande d'admission ou de radiation d'une valeur ou d'une demande de transfert d'une valeur d'une rubrique à une autre, le président en informe la Commission de la bourse qui, dans les 48 heures, fait publier cet avis à la cote officielle.

Article 20.-

Les avis du Comité de la cote sont affichées au local de la Bourse, au moins pendant huit jours.

Au cours de cette huitaine, le Comité reçoit les observations qui lui sont adressées par écrit.

./.....

Article 21.-

Par dérogation aux articles 9, 11, 12, 19, 20 et 22,lorsque des actions ou parts d'une société belge ou congolaise sont déjà admises à la cote, les actions et parts au porteur de même catégorie, créées en exécution de l'article 6 de la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital,sont admises à la cote sur simple réquisition du Ministre des Finances ou de son délégué et sur production d'un exemplaire des annexes du Moniteur belge contenant la publication prescrite par l'article 40 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article 22.-

Lorsque le Comité de la cote se prononce sur l'inscription, la radiation ou le transfert d'une valeur, il est procédé par vote secret.

Le vote secret peut toujours être demandé, sur toute autre question, par un membre du Comité.

Article 23.- ....(texte du projet du Gouvernement) .....

Article 24.-

Les sociétés dont les titres sont inscrits à la cote officielle doivent faire parvenir régulièrement à la Commission de la bourse leurs bilans et comptes des profits et pertes, les rapports présentés aux assemblées générales des actionnaires ainsi que les procès-verbaux de ces assemblées.

Elles sont tenues d'aviser la Commission de la bourse, avant l'échéance, de la mise en paiement des dividendes déclarés, de signaler les coupons sans valeur, d'informer la Commission de tous remboursements ou appels de fonds effectués sur leurs titres.

La Commission de la bourse tiendra ces documents et renseignements à la disposition du Comité de la cote.

Article 25.- .....(texte du projet du Gouvernement)....

Article 26.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 27.-

Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre des Finances,

Op verzoek van de Regering werd het woord "griffie", dat in de artikelen 15 en 16 van het ontwerp is gebruikt, door het woord "secretariaat" vervangen.

\+

\+ +

In artikel 24, lid 2, moet men "e.z.m."weglaten. Indien de vennootschappen aan de Beurscommissie nog andere inlichtingen moeten verstrekken, dient men die te bepalen.

\+

\+ +

Voor het overige vraagt het ontwerp slechts vormwijzigingen die in de hierna voorgestelde tekst zijn opgenomen :

BESLUIT VAN DE REGENT HOUDENDE REGLEMENT VAN HET NOTERINGSCOMITE BIJ DE FONDSEN- EN WISSELBEURS TE GENT.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op Boek I, Titel V, hoofdstuk II, afdeling II, § V, van het Wetboek van Koophandel, namelijk op de artikelen 101 en 102 ;

Gelet op het besluit van de Regent tot wijziging van de reglementen van de fondsen- en wisselbeurzen en van de Noteringscomité's bij de beurzen te Brussel en Antwerpen, namelijk op artikel 1 ;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Het getal werkende leden van het Noteringscomité bij de fondsen- en wisselbeurs te Gent is op zes vastgesteld. Bovendien kunnen één of meer plaatsvervangers worden benoemd.

Artikelen 2, 3, 4 en 5.- .. .. (tekst van het ontwerp der Regering) .. ...

Artikel 6.-

De vergaderingen van het Noteringscomité worden door de voorzitter bijeengeroepen.

Op schriftelijke aanvraag van drie leden dient de voorzitter binnen acht dagen een vergadering bijeen te roepen.

De oproepingsbrieven bevatten de agenda en worden ten minste 24 uur vóór de vergadering aan al de leden van het Comité overhandigd of gezonden.

Artikel 7.-

De Regeringscommissaris wordt van al de vergaderingen van het Noteringscomité schriftelijk in kennis gesteld.

.../...

Artikel 8.-

De aanvragen tot notering in de officiële koerslijst van effecten van Belgische of vreemde vennootschappen moeten schriftelijk aan het Noteringscomité gericht worden, onder overlegging van volgende documenten :

1° de statuten van de vennootschap ;

2° een specimen van de effecten ;

3° de bijlage van het Belgisch Staatsblad waarin de nota staat waarvan de bekendmaking bij de artikelen 40, 87 en 199 van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen is voorgeschreven ;

4° de bijvoegsels van het Belgisch Staatsblad waarin de laatste twee balansen en de laatste twee winst- en verliesrekeningen zijn opgenomen ;

5° en 6° ..... (tekst van het ontwerp der Regering) .....

Artikel 9.- (

Het Noteringscomité onderzoekt al de factoren die het in staat kunnen stellen te oordelen of de inschrijving op de beursnotering of de schrapping al dan niet gewenst is.

Opdat de effecten van een vennootschap op de beursnotering ingeschreven kunnen worden, is het nodig :

1° dat het kapitaal der vennootschap, kapitaal en reservefonds, ten minste tien millioen bedraagt ;

2° dat de vennootschap de balansrekening en de winst- en verliesrekening van twee boekjaren van ten minste twaalf maanden bekendgemaakt heeft ;

.../...

3° dat het gaat om effecten aan toonder die gans volgestort zijn.

Het bewijs dient geleverd dat de vereisten gesteld in de artikelen 36, 40, 47, 84, 87 en 199 der samengeordende wetten op de handelsvennootschappen werden nageleefd.

Elke vennootschap blijft volledig verantwoordelijk voor het niet nakomen van deze voorschriften.

Artikelen 10 en 11.-..... (tekst van het ontwerp der Regering) .....

Artikel 12.-

Elke vennootschap die aan het Noteringscomité een dossier voor onderzoek overlegt, dient vooraf aan de penningmeester van deze instelling een vaste som van twee duizend frank te betalen. Dit bedrag wordt verminderd tot duizend frank indien de aanvraag uitgaat van een vennootschap waarvan het maatschappelijk kapitaal, kapitaal en reservefonds, geen twintig millioen frank te boven gaat.

Artikel 13.-

De voorzitter wordt met de verdeling van de dossiers belast. Behoudens verschoning om geldige redenen, worden de dossiers bij uitloting onder de leden van het Comité verdeeld, met inachtneming van de alphabetische volgorde van hun namen en van het getal te verdelen dossiers.

Artikel 14.-

Stelt de verslaggever vast dat in een dossier niet alle documenten voorkomen welke voor de inschrijving zijn

.../...

vereist, dan brengt hij dat ter kennis van de voorzitter, die het aan de vennootschap doet weten.

Artikel 15.-

De duplicata van de dossiers voor onderzoek aan de verslaggevers ter hand gesteld worden neergelegd op het secretariaat van het Noteringscomité, waar de leden van het Comité er inzage kunnen van nemen.

Artikel 16.-

Bij beslissing van de voorzitter of op aanvraag van een lid van het Comité bezorgt het secretariaat 24 uur vóór de bespreking van een verslag een afschrift er van aan de leden die zulks wensen.

De aldus voor onderzoek medegedeelde verslagen moeten dadelijk na de beslissing van het Comité aan het secretariaat worden terugbezorgd.

Artikelen 17 en 18.- .. ... (tekst van het ontwerp der Regering) .....

Artikel 19.-

Wanneer aan het Noteringscomité een aanvraag wordt gericht tot opneming of schrapping van een waarde of een aanvraag tot verplaatsing van een waarde van een rubriek naar een andere, brengt de voorzitter dit ter kennis van de Beurscommissie die dat bericht binnen 48 uren in de officiële koerslijst doet publiceren.

Artikel 20.-

De berichten van het Noteringscomité worden gedurende ten minste acht dagen in het beurslokaal aangeplakt.

.../...

Tijdens die acht dagen neemt het Comité de opmerkingen in ontvangst die het schriftelijk krijgt toegezonden.

Artikel 21.-

In afwijking van de artikelen 9, 11, 12, 19, 20 en 22, wanneer aandelen of deelbewijzen van een Belgische of Congolese vennootschap reeds ter notering aangenomen zijn, worden de aandelen en deelbewijzen aan toonder van dezelfde categorie, **uitgegeven ter uitvoering van artikel 6 der wet** van 17 October 1945 tot invoering van een belasting op het kapitaal, ter notering aangenomen op eenvoudige vordering van de Minister van Financiën of van zijn gemachtigde, onder overlegging van een exemplaar der bijlagen van het Belgisch Staatsblad houdende de bekendmaking, bij artikel 40 der samengeordende wetten op de handelsvennootschappen voorgeschreven.

Artikel 22.-

Wanneer het Noteringscomité over de opneming, schrapping of verplaatsing van een waarde uitspraak doet, geschiedt zulks bij geheime stemming.

Een lid van het Comité kan altijd de geheime stemming over iedere andere kwestie aanvragen.

Artikel 23.- ..... (tekst van het ontwerp der Regering).....

Artikel 24.-

De vennootschappen waarvan de effecten in de officiële koerslijst opgenomen zijn, moeten hun balansen en winst- en verliesrekeningen, de verslagen welke aan de

.../...

algemene vergaderingen der aandeelhouders voorgelegd worden, alsmede de notulen van die vergaderingen geregeld aan de Beurscommissie doen geworden.

Zij moeten, vóór de vervaldag, de Beurscommissie verwittigen van het betaalbaarstellen van de aangegeven dividenden, haar kennis geven van de coupons zonder waarde, haar inlichten betreffende alle uitkeringen op hun effecten of oproepingen tot bijstorting ervan.

De Beurscommissie houdt deze documenten en inlichtingen ter beschikking van het Noteringscomité.

Artikel 25.- ..... (tekst van het ontwerp der Regering).....

Artikel 26.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 27.-

De Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Financiën,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs :	J. SUETENS,	président du Conseil d'Etat,	président
De Heren :		voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
	V. DEVAUX,	conseillers d'Etat	
	M. SOMERHAUSEN,	raadsheren van State	
	H. PIERLOT,	assesseurs de la section de législation	
	E. VAN DIEVOET,	bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

des Finances.
van Financiën.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.